



(VAUCLUSE)

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT,

REF: RJ/FM

N° 014571

Stationnement et circulation réglementés afin d'effectuer des travaux de démolition du bâtiment de la mairie occupé par les associations sis avenue Philippe de Girard à APT (84400), parcelle AS N°303 - Travaux réalisés par l'entreprise COLAS-SRMV.

Affiché le :

1 0 DEC. 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles, L.2122-18, L.2131-1, L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6, L.2215-4 et L.22.15-5,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-2, L.411-1, R.110-2, R.411-25 à R.411-28, R.417-10,
Vu le code de la Voirie Routière, notamment les articles L.116-1, L.116-2, L.141-1 et R.116-2,
Vu le code pénal, notamment ses articles R.610-1 et R.610-5,
Vu le code de la justice administrative, et notamment les articles L.212-2, R.421-1, R.421-2 et R.421-5,
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière,
Vu la délibération n°2736 du 20 juillet 2021 relative à l'élection de Madame VERONIQUE ARNAUD DELOY en tant que Maire,
Vu l'arrêté n°12009 du 22 juillet 2021 portant délégations de signature à Monsieur Franck Cheveau, Directeur des services techniques,
Vu l'arrêté municipal en vigueur portant réglementation du stationnement sur le territoire de la commune d'Apt,
Vu la demande formulée par le responsable de l'entreprise COLAS-SRMV dont le siège est situé TSA 70011 chez Sogelink à DARDILLY CEDEX (69134) téléphone : 06.60.38.65.92. / mail : frederic.andre@colas-mm.com.

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques d'une part, et que d'autre part, il exerce la police de la circulation sur les voies communales en application des articles L.2213-1 et L.2213-2 du même code,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des travaux de démolition du bâtiment de la mairie occupé par les associations, sis avenue Philippe de Girard à APT (84400) (parcelle AS N°303).

CONSIDÉRANT que pour le bon déroulement de ces travaux, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation, qu'à ce titre il convient de neutraliser la totalité du parking jouxtant l'ancien bâtiment des associations ; que pendant la durée des travaux, une voie de circulation est mise en place à l'entrée du parking pour donner l'accès aux places de parking situées au SUD de la parcelle et, le chantier est délimité par des barrières.

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de veiller, d'une part, au respect de l'usage des voies publiques sur le territoire de la commune, et d'autre part, d'assurer la sécurité publique de ces administrés,

CONSIDÉRANT que pour ces motifs, il convient que des dispositions soient prises pour assurer la sécurité en réglementant la circulation et le stationnement.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la commune d'Apt,

ARRÊTE

Article 1 : Le responsable de l'entreprise COLAS-SRMV est autorisé à effectuer des travaux de démolition du bâtiment de la mairie occupé par les associations, sis avenue Philippe de Girard à APT (84400).

Article 2 : L'arrêt ou le stationnement est interdit et considéré comme gênant au

sens du code de la route, sur la totalité du parking jouxtant le bâtiment à démolir sis avenue Philippe de Girard à APT (84400), et dans le périmètre du chantier, **du 16 décembre 2024 à 08 heures au 16 février 2025 à 18 heures**. Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules et engins de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 3 : La circulation est réglementée **du 16 décembre 2024 au 16 février 2025 du lundi au vendredi, de 08 heures à 18 heures**.

- **Parking jouxtant le bâtiment à démolir sis avenue Philippe de Girard** :
La circulation est interdite dans la zone de chantier. Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules et engins de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.
La voie de circulation pour accéder au parking se fait sur une voie.
La circulation des piétons est interdite dans le périmètre du chantier.
La vitesse est limitée à 30km/h.
Tout dépassement est interdit.

- **Avenue Philippe de Girard** :
Des panneaux de signalisation « sortie d'engins » sont mis en place à l'intersection de l'avenue Philippe de Girard avec l'entrée du parking.

Article 4 : L'accès aux propriétés privées sises dans le périmètre du chantier sera possible le jour et la nuit.

Article 5 : Les dispositions suivantes sont applicables pendant la durée de l'autorisation :

- a) Les déblais de chantier non utilisés, provenant des travaux sont évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux ;
- b) Le chantier est matérialisé par des panneaux de signalisation temporaire et protégé par un périmètre de sécurité (panneau de type K2 ou/et K8) ;
- c) Des barrières Héras sont mises en place afin de délimiter la zone de chantier.
- d) Toutes les dispositions sont prises par le pétitionnaire pour éviter des chutes de décombres ou de matériaux sur la voie publique, ainsi que la propagation des poussières du chantier. Les mesures de protection nécessaires et réglementaires sont prises par le pétitionnaire pour assurer la sécurité des piétons et de son personnel ;

Article 6 : Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : La signalisation est établie sur la base de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière et du schéma CF 12 du manuel du chef de chantier. L'entreprise balise de jour et de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux sur la base des schémas DT 3 du manuel du chef de chantier – routes bidirectionnelles. La personne responsable du chantier, qui peut être appelée 24h/24h pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est :
Monsieur F. ANDRE / Port : 06.60.38.65.92 / Mail : frederic.andre@colas-mm.com.

Article 8 : La signalisation réglementaire du chantier est mise en place et entretenue par l'entreprise **COLAS-SRMV**.

Article 9 : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés et, après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 10 : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires et antérieures pendant la durée des travaux.

Article 11 : Toute infraction au présent arrêté est réprimée conformément à la Loi. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de stationnement est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe conformément à l'article R.417-10 du code de la route. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de circulation est

puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément à l'article R.411-21-1 du code de la route.

Article 12 : En application des articles L.325-1 à L.325-3 du code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction prévue à l'article 2° du présent arrêté peut faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate, prescrite par l'Officier de police judiciaire territorialement compétent ou par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions.

Article 13 : Le présent arrêté est affiché sur le panneau d'affichage réglementaire de la mairie durant un délai de 2 mois et sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 14 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères -CS 88010 – 30941 Nîmes cedex 09, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable. Le tribunal administratif peut-être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 15 : Le Directeur Général des services de la commune d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale d'Apt de Gendarmerie Nationale, le Chef du service voirie de la collectivité, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié en la forme administrative à **Monsieur F. ANDRE**. Il sera dressé procès-verbal de cette notification.

Fait à APT, le 09 décembre 2024.

Par délégation du maire
M Franck CHEVEAU
Directeur des services techniques



